

Entreprise

Agriculteur ou coiffeur, libéral ou artisan, privé ou public, que vous soyez entrepreneur ou chef d'établissement ou salarié d'une entreprise privée ou d'un lycée, vous pouvez réduire vos émissions de CO₂ professionnelles, et ce faisant économiser de l'argent, construire des avantages concurrentiels ou un meilleur service public, développer l'emploi local et le bien être au travail.

Pourquoi est-ce efficace de passer par les émissions de CO₂ ? Parce que cela permet de sortir du cadre, d'innover, mais aussi pour une raison simple : moins de CO₂ c'est moins d'achats, de matières ou d'énergie, d'impôts, plus de valeur ajoutée privée ou publique.

La preuve, les deux exemples de réduction de CO₂ ci-après : ils pèsent l'équivalent d'un milliard d'aide aux entreprises par an. Même si au bout cela ne fait que la moitié... Réduire ses émissions de CO₂ sert à gagner de l'argent.



Un repère d'abord : la France compte 3,6 millions d'entreprises, (agriculture comprise comptée à part par l'INSEE). *(hors un million d'entrepreneurs individuels dont le chiffre d'affaire moyen est de 3000 euros par trimestre).*

- 0,1% des entreprises emploient la moitié des salariés.
- 99,9% des entreprises comptent moins de 50 salariés et emploient l'autre moitié; *(96 % des entreprises comptent moins de 10 salariés et rassemblent un quart des salariés)*

Figure 1 - Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2011

	Grande entreprise	Entreprise de taille intermédiaire	Petite ou moyenne entreprise (hors microentreprise)	Microentreprise (1)	Ensemble
Entreprises, y compris activités financières et assurances					
Nombre d'entreprises	243	4 959	137 534	3 001 329	3 144 065
Nombre d'unités légales situées en France	30 653	47 863	210 320	3 014 756	3 303 592
Effectif salarié au 31/12 (en milliers)	4 493	3 363	4 153	2 925	14 934
Effectif salarié en équivalent temps plein (EQTP, en milliers)	4 081	3 048	3 654	2 539	13 322

Exploitations agricoles selon la superficie agricole utilisée en 2013

	Exploitations		SAU	
	en milliers	en %	en milliers d'hectares	en %
SAU de moins de 20 ha	202,3	42,8	1 164	4,2
SAU de 20 à moins 50 ha	79,0	16,7	2 655	9,6
SAU de 50 à moins 100 ha	93,3	19,8	6 751	24,3
SAU de 100 à moins 200 ha	74,0	15,7	10 191	36,7
SAU de 200 ha ou plus	23,6	5,0	6 978	25,2
Total	472,2	100,0	27 739	100,0

Note : les données 2013 sont issues d'une enquête par sondage. Elles portent sur l'ensemble des exploitations y c. celles gérant des pacages collectifs.

Source : SSP, Agreste, enquête structure 2013.

Tableau 1 : Nombre d'auto-entrepreneurs (AE) et chiffre d'affaires

	2014T2	2014T3	2014T4	2015T1	2015T2
Nombre de comptes ouverts ou fermés sur les 12 derniers mois (milliers)					
Nombre d'immatriculations au dispositif AE (1)	328	329	331	328	319
<i>Evolution annuelle (en %)</i>	0,9	2,3	3,0	1,4	-2,3
Nombre de radiations de comptes AE (2)	243	244	258	245	218
<i>Evolution annuelle (en %)</i>	0,1	-0,2	8,2	3,0	-10,0
Création nette de comptes AE (1)-(2)	83	85	73	83	100
Nombre de comptes en fin de trimestre (milliers)					
Nombre de comptes AE administrativement actifs (3)	975	993	976	1 036	1 075
<i>Evolution annuelle (en %)</i>	9,3	9,3	8,0	8,7	10,3
Nombre de comptes AE économiquement actifs (4)	565	571	580	562	600
<i>Evolution annuelle (en %)</i>	9,4	9,8	9,2	6,7	6,3
Part des comptes AE économiquement actifs (4)/(3)	57,9%	57,5%	59,4%	54,2%	55,9%
<i>Evolution annuelle (en points)</i>	0,0	0,2	0,7	-1,0	-2,1
Chiffre d'affaires du trimestre					
Chiffre d'affaires global (millions d'euros) (5)	1 834	1 809	1 908	1 722	1 993
<i>Evolution annuelle (en %)</i>	7,6	7,5	7,3	7,4	8,7
Chiffre d'affaires moyen (euros) (5)/(4)	3 248	3 170	3 291	3 064	3 319
<i>Evolution annuelle (en %)</i>	-1,6	-2,1	-1,8	0,7	2,2

Source : Acof-Urssaf

Bon, à moins de 50 salariés, les clients, les contrats, la trésorerie, les factures, la production, passent loin devant les émissions de CO2. Et pourtant... il est facile de commencer, seul, par prendre sa part du milliard annoncé :

Par exemple, en jouant sur les photocopies et impressions ; ne riez pas : à plus d'une demi tonne de CO2 par tonne de papier fabriqué, on voit tout de suite qu'il y a de quoi

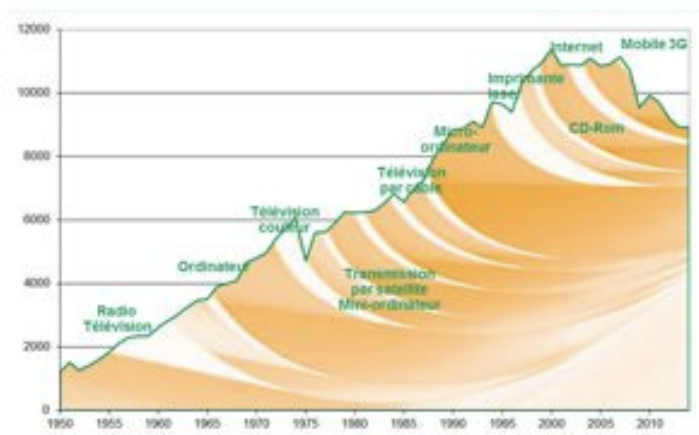
faire. D'après l'ADEME, 30 ramettes de papier sont consommées par salarié et par an (à 2,5kg la ramette, 70 à 85 kg par an et par salarié). Imprimez systématiquement recto-verso. Evidemment, le gain ne sera pas le même suivant que vous êtes bureau d'étude ou agriculteur... Mais les sommes sont stupéfiantes :

Si la moitié de ces 30 ramettes est imprimée recto-verso au lieu du seul recto, à 5 euros la ramette, 40 euros sont économisables par salarié et par an (8 ramettes par 5 euros ; si vous pensez que ça coûte moins sur étagère au super marché ou chez votre fournisseur, ajoutez l'achat, la livraison, le paiement et la comptabilité); pour l'ensemble des entreprises françaises, 100 des 400 millions de ramettes de papier sont économisables (30 ramettes par salarié par 14 millions de salariés), soit 500 millions d'euros par an pour l'ensemble des entreprises, 500 000 TeCO₂ au passage et la production de 80 000 ha de forêt. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Infaisable ?

La consommation de papier n'a pas toujours été aussi importante. Celle de carton non plus.

Evolution de la consommation de papiers et cartons en France depuis 1950



Vous pouvez doubler vos économies en imprimant 1% de moins de papier : 150 pages par salarié par an à 30 c la page, 45 euros. Par exemple en imprimant certains documents avec 2 pages par A4.

Total de ces 2 actions minuscules : 85 euros par 14 millions de salariés : autour d'un milliard d'euros par an d'aide à la compétitivité des entreprises françaises pour pas un euro de plus d'impôts et zéro investissement.

On peut se fabriquer un petit bonus en changeant les ampoules de l'entreprise pour des leds : moins d'énergie égale moins de CO₂. Au minimum deux ampoules par salarié, 1000 h par an, à 50 Watts économisés par ampoule, à 10 c du kwh, 10 euros par salarié et par an ; plutôt 50 euros pour un coiffeur, sans compter les économies de climatisation ; achat de l'ampoule payable en moyenne avec un trimestre d'économies sur les ramettes de papier; et sur 14 millions de salariés, 1400 millions de kwh à 10 centimes : 140 millions d'euros par an. On peut ne pas avoir à faire de photocopies, mais on ne peut pas travailler sans éclairage.

C'est d'autant plus intéressant que la lumière est allumée aux heures de pointe de consommation d'électricité, le matin et le soir, c'est à dire quand il faut faire tourner les centrales EDF au charbon, au fuel, au gaz, à 500 g de CO2 le kwh consommé : 350 000 TeCO2 économisés.

Quand on sait que les coûts de production d'électricité à ces heures là sont 5 à 6 fois plus élevées qu'en dehors des heures de pointe, les éviter fait gagner de la compétitivité à l'ensemble de l'économie française :

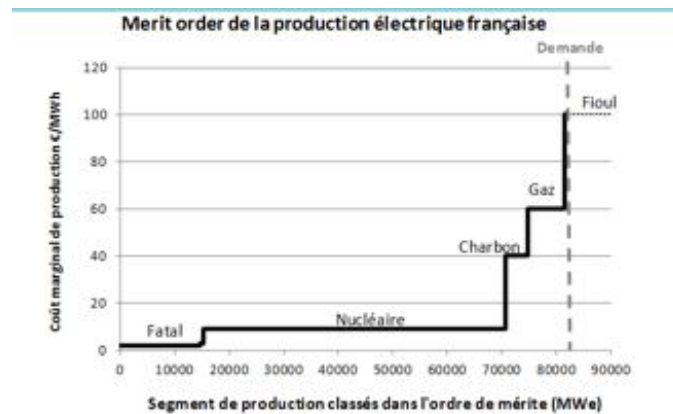


Figure 1 : Les moyens de production d'électricité sont appelés en fonction de leur coût de production : d'abord les énergies fatales, puis le nucléaire et enfin les centrales thermiques à flamme
- source : eCO2mix (RTE) 11 décembre 2013.

Bon, dans la foulée, on vient de réduire de 1% les émissions de CO2 nationales. Sans vraiment commencer à entrer dans le sujet : décarboner pour économiser. Encore moins pour se donner des avantages concurrentiels ou un meilleur service public, développer l'emploi local et le bien être au travail.

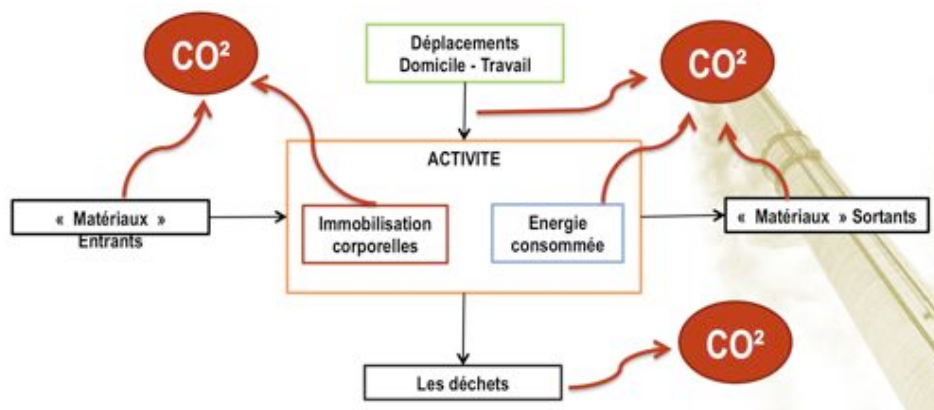
Juste pour vous convaincre de prendre un peu plus de temps à vous occuper du CO2 : vous pouvez décupler cette économie à 10% de papier imprimé en moins : 450 euros par salarié et par an. Là, on a un plan à 6 milliards d'euros par an. Sans impôts ni investissement. De quoi gagner en compétitivité, toutes entreprises réunies.

On peut faire mieux, en s'organisant pour identifier systématiquement les gisements puis passer à l'acte. Mais là, il vous faut vraiment prendre un peu de temps, faire un bout de chemin ensemble.

En commençant par se demander comment faire le bilan de ses émissions de CO2, générateur d'une autre approche de la compétitivité, efficace ; puis plus généralement comment travailler mieux pour vivre mieux.

- Mais d'abord, comment faire son bilan carbone, clé d'entrée dans les économies ? A la réflexion, ne pas rester seul apparaît décisif.

Un schéma simple, adapté aux petites entreprises, aux chefs d'établissement en dit plus qu'un long discours :



Agriculteur ou coiffeur, libéral ou artisan, chef d'établissement privé ou public, ce schéma souligne les 6 points clés des activités, les domaines à portée de décision : achats, services et produits de sortie, et entre les deux les déplacements des marchandises, des salariés et des clients, les outils de travail et l'énergie, les déchets.

Pourquoi un schéma simple ? Parce que les 99,9% des entreprises qui comptent moins de 50 salariés, n'ont pas le temps de faire un bilan carbone, ou ne veulent pas s'y lancer, faute d'être rassurées sur la qualité du résultat. Et puis c'est nouveau donc perçu comme compliqué. Par exemple, l'ADEME a déjà changé le nom du bilan carbone, désormais cela s'appelle un bilan GES, comme gaz à effet de serre ; mais c'est exactement la même chose.

Donc se regrouper par fédération apparaît une bonne piste. L'étude menée par deux juniors entreprises, des Mines et de l'ESSEC permet de comprendre pourquoi passer par là est le plus pragmatique : [économie durable](#)

La fédération a les moyens de s'occuper de bilans types, adaptés au métier, permettant de traduire les montants en euros des 6 points clés, bien connus du chef d'entreprise, en émissions de gaz à effet de serre, qu'il ignore : [Outils](#) . La fédération peut construire un tableau de bord, plutôt celui d'une Twingo que celui d'un A380.



La fédération est armée pour aller plus loin, identifier systématiquement les gisements d'économies intéressants et les solutions type. Elle peut communiquer ces solutions à ses adhérents, former les collaborateurs, organiser des concours d'idées, mesurer les performances, récompenser les meilleures. Bref elle peut maîtriser une démarche de progrès au service de ses adhérents.

Bon, raisonnablement il lui faut un an de travail avec les entreprises, avant que chaque entreprise intéressée puisse mettre en œuvre les premières actions.

Et après ? Les solutions pour une petite entreprise, un petit établissement n'ont pas grand chose à voir avec celles d'une entreprise de plus de 50 salariés et plus. Mais les points clé sont les mêmes ;

Illustration sur un établissement de 400 salariés qui produit de la matière grise : 90 % de ses émissions viennent de 3 postes : le bâtiment qui l'abrite et les voitures des collaborateurs, autrement dit le processus de production et ... une myriade de postes qui sont de la responsabilité du secrétaire général que l'on peut regrouper sous le vocable achats, fonctionnement et déchets.



Dans l'année qui suit ce bilan GES, le CO2 peut être réduit : de 10 à 20% suivant les postes et les euros avec :

- gestion effective du chauffage central (régulation autrement que par l'ouverture des fenêtres par les uns et chauffage électrique sauvage par les autres) et de l'eau chaude sanitaire,
- attribution des voitures les plus performantes aux collaborateurs qui font le plus de km (*20 000km par an à 1 euro, soit 20 000 euros pour l'un et 5000 km à 60 c = 3000 euros pour l'autre, total 23 000 euros. Si l'on inverse les véhicules, les mêmes kilomètres de ces deux collaborateurs coutent 17 000 euros, soit 26 % d'économie*), mise au rebut des ruines et mutualisation de certaines voitures,
- gestion des ramettes de papier, changement des ampoules, rationalisation du nettoyage (pourquoi entre 5h et 7h du matin ou après 19h ? C'est coûteux et ça pourri la vie des femmes de ménages et de leurs enfants), tri effectif des déchets.



Avec un peu plus de temps investi, on peut gagner autant et commencer à agir sur travailler mieux pour vivre mieux tout en gagnant de l'argent : isolation thermique d'une terrasse, pose de robinets thermostatique sur les radiateurs, horloge pour gérer nuit et week end, pose d'une porte d'entrée à tambour, installation de ballons d'eau chaude électrique dans les toilettes pour avoir de l'eau chaude instantanément et pose de robinets limiteurs (temps de retour sur investissement de l'ordre de l'année), externalisation d'une partie du parc automobile pour une meilleure mutualisation, installation d'imprimantes partagées à carte individuelle, éclairage au poste de travail, commande programmée de l'extinction des lampes...

Au delà de ce type de solutions, même pour un grand établissement, ne pas rester seul, dans son entreprise est déterminant.

Une deuxième piste permet alors de progresser : le club d'entreprises, sur le territoire de proximité. Ce qui nous amène à agir local :

- Agir local pour travailler mieux, vivre mieux et continuer à économiser

Agir local permet d'adapter le contrat de restauration inter-entreprises à une boucle alimentaire locale : plus sain, pas plus cher, ludique, créateur d'emplois locaux, de lien ville-campagne, de qualité de vie au travail : boucle alimentaire locale.



Agir local permet de faciliter le trajet gare-entreprise des salariés : en installant des garages à vélos en pied d'entreprise et à la gare ; en créant un parc à vélos d'entreprises ou un contrat de service équivalent, surtout si vous êtes dans une zone d'activité (quel que soit son nom, cela veut dire loin des transports en commun, accessible qu'en voiture) : [vélo](#)

années 2030, et donc de façon irréversible nous dépasserons le seuil de 2°C de réchauffement de l'atmosphère.

2- Et les autres enjeux du développement durable ?

Comment faire si la ligne de vie trace moins d'énergies fossiles, moins de minerais, plus d'intelligence collective pour un partage raisonné des espaces et des ressources, selon un chemin économique et social acceptable ?

Mesurer pour agir est une bonne piste : [Outils](#) fournit des indicateurs, un double tableau de bord territoire-projet pour mesurer l'impact de tout projet sur son territoire d'accueil. Evidemment, hors Île de France, il vous faudra trouver les indicateurs territoriaux de votre territoire ; ou, deuxième piste, vous fier aux actions efficaces telles que mesurées par l'outil @d ou tout autre référentiel.



3- Pour construire des projets locaux, un repère : l'alimentation, les éco-matériaux, les éco-énergies, poussent à la campagne et sont consommées en ville.

La [maison carbone](#), à l'initiative des élus, est un bon lieu pour imaginer comment s'organiser pour développer une économie locale, avec d'autres : agriculture, première transformation, distribution, opérateurs...

Mais aussi pour imaginer une économie circulaire locale au delà du ramassage groupé des déchets ; ce qui désigne un service commun à inventer : les déchets des uns sont la matière première des autres.

Et encore se former, monter en compétence par l'apport des uns des autres.

Demandez à vos élus et participez au montage et à la vie de la maison carbone.



4- Et tant qu'à profiter des expériences des autres, quelles actions concrètes lancer ? Comment changer le métabolisme de mon territoire ? Quels services de transition développer ? Quel genre de projets ? Comment s'y prendre ?



Allez voir les rubriques [actions](#), [projets](#), [démonstrateurs](#), vous avez de quoi entreprendre reproduire ou innover. Une video de 2-3 minutes vous présente chaque onglet.

5- Vous voulez peut-être savoir d'où viennent toutes ces informations : il vous faut remonter aux sources, [qui sommes nous](#)

6- Mais si vous voulez d'abord survoler la totalité du site avant de fouiller plus avant, allez sur EN RESUME : 15 minutes de [video](#) (c'est dense) ou [9 pages illustrées](#) à télécharger, pour lire à votre rythme.

7- Et un constat qui ressort de ce travail de plusieurs milliers d'acteurs locaux : vous pouvez faire encore plus fort si vous sortez de votre entreprise. Seul ou ensemble, ça vaut la peine.



Devant la menace climatique, il n'est pas interdit de se parler, entrepreneurs, habitants, élus, et d'agir sur notre territoire, de développer son entreprise, dans le plaisir de vivre.

Les décisions des uns et des autres se renforcent, augmentent en efficacité.

Alors ? Penser CO2 peut faire gagner de l'argent, vivre mieux, en meilleure santé. A bien y regarder, c'est plus facile que compter en euros ; il suffit d'avoir voyagé dans un pays qui a une autre monnaie pour s'en apercevoir.

Si vous voulez relire tranquillement ce texte sur papier, et faire votre plan CO2, vous pouvez télécharger le pdf : entreprises-pdf

Et si vous voulez en savoir beaucoup plus, maintenant ou plus tard, retournez sur : <http://agirlocal.org/>